

# ALORS QUE LA DEMANDE EXPLOSE À ANNABA

## 6 100 logements toujours inoccupés

*C'est un véritable scandale que les membres de la Commission d'urbanisme et des équipements (CUE) de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) d'Annaba ont fait éclater. Ils ont dénoncé l'attribution de 6 100 logements à des personnes, apparemment des prête-noms, qui ne les ont pas occupés depuis des décennies.*

C'était à l'occasion de la session tenue la fin de la semaine écoulée en présence du wali, des membres de l'exécutif et des représentants de la société civile. Ce scandale intervient au moment où des milliers de familles ont vécu et vivent toujours les affres des intempéries et que 60 000 demandeurs sont dans l'attente d'un logement depuis l'Indépendance. Dans ce qui ressemble à un véritable réquisitoire, et pour la première fois depuis leur élection, les élus ont dénoncé d'autres situations portant atteinte à la crédibilité de l'Etat à travers les institutions qui le représentent localement. Il en est ainsi des différents programmes de réalisation lancés dans le cadre du programme présidentiel du million de logements à travers le pays. Bien que teintés de formules sentencieuses, les propos des membres de l'APW sont révélateurs de la situation catastrophique que connaît ces dernières années le secteur du

logement à Annaba. Chiffres et images à l'appui, ils ont établi un état des lieux qui interpelle les pouvoirs publics. Au-delà des 6100 logements inoccupés et dont les attributaires seraient «inexistants», il y a ceux entamés et non achevés ou réceptionnés sans viabilisation, gaz et électricité, d'autres sans étanchéité. Que ce soit dans la commune chef-lieu de wilaya ou dans les onze autres communes, des milliers de logements attendent depuis des années le bon vouloir des responsables concernés pour relancer les travaux ou pour achever le reste à réaliser. C'est le cas dans les 6 daïras. A l'exemple du projet des 30 logements en souffrance depuis 2004 à Chorfa, 274 à Labidi I et II, 500 à El-Gantra. A El-Hadjar 2 projets du programme 1999/2004 pour 80 logements sont à l'abandon pour cause d'impuissance de l'Etat face à des occupants illicites du terrain d'assiette. Impuissance de l'Etat aussi quant aux 100 logements de

Seraïdi tout aussi inoccupés malgré leurs attributions depuis des années. El-Bouni également où 76 logements ont été réceptionnés sans que les travaux de VRD aient été réalisés tout autant que les réseaux d'alimentation de gaz, électricité et eau. Toutes ces insuffisances et défaillances ont été relevées par les membres de la CUE lors de leurs multiples visites effectuées à travers l'ensemble du territoire des douze communes. Dans leur compte rendu, ils n'ont rien laissé passer pour classer Annaba en tête des collectivités les plus sinistrées de la wilaya. Les élus ont bouclé la boucle en s'interrogeant sur la finalité des 49 milliards de DA engagés par l'Etat pour la réalisation de 29 366 logements durant les deux plans quinquennaux 1999/2004 et 2004/2009. Même s'ils ne se sont pas exprimés clairement, ils ont laissé comprendre que ces insuffisances et ces défaillances sont la conséquence de l'incompétence, du laisser-aller et du manque de rigueur dans le suivi des réalisations de programmes. «Durant nos visites dans les quartiers et cités de Annaba, nous avons été surpris par la dure réalité

que vit la population. A la Colonne, Bormet-el-gaz et Tabacoop, des familles vivent depuis presque 50 ans dans des conditions inhumaines», se sont insurgés les auteurs du rapport état des lieux.

Les élus ont aussi dénoncé la faiblesse (42%) de la cons-ommation des autorisations de programme et les réévaluations successives et inexplicables des projets. «A qui profite la fluctuation des prix toujours à la hausse qui, selon les élus, relève de la spéculation ?» Les mêmes élus se sont interrogés sur la situation des familles qui, depuis l'Indépendance et de génération en génération, continuent à habiter dans des bidonvilles et le vieux bâti pratiquement à l'état de ruine. «Leur dignité ne leur a pas permis de supplier les responsables concernés pour bénéficier du logement auquel ils ouvrent pourtant droit. D'autres, usant de différents subterfuges ou de complicités bien placées, arrivent à décrocher 2 et parfois 3 logements qu'ils destinent à la vente. Grâce à cette pratique condamnable, certains ont amassé des fortunes», a affirmé l'élú chargé de présenter le rapport.

A. Djabali

## LES SANCTIONS PROMISES PAR LE MINISTÈRE TARDANT À TOMBER À BOUIRA

# La direction de l'éducation porte plainte contre le Cnapest

*Restée dans l'expectative pendant plusieurs mois, la direction de l'éducation de la wilaya de Bouira a fini par réagir à la vague de scandales révélés par le Cnapest l'été dernier, en poursuivant en justice le coordinateur de ce syndicat dans la wilaya de Bouira, Messaoudi Zoubir en l'occurrence.*

Ce dernier nous dira qu'après une première plainte à laquelle il a répondu la semaine dernière, portant sur la tenue illégale d'une réunion que la DE lui reprochait, il a été entendu pour une affaire de diffamation relative à une information diffusée sur le site internet du Cnapest de Bouira. D'après ce syndicaliste, les deux plaintes sont sans fondement. Pour la première qui concerne les réunions illégales, il dira au juge d'instruction que la loi 90/14 relative aux associations lui permet de se réunir là où il veut et quand il veut. De plus, la réunion à laquelle fait référence la DE a eu lieu pendant les vacances et par conséquent, il serait incongru de parler d'entraves à la bonne

scolarité des élèves de terminale, comme argumenté par la partie plaignante. Concernant la deuxième plainte, le coordinateur de Bouira dira au juge d'instruction que le site internet du Cnapest n'est pas sa propriété et que tous les enseignants de l'éducation peuvent intervenir en toute indépendance et avec une adresse électronique anonyme. Par conséquent, il ne saurait être responsable des informations diffamatoires auxquelles la DE fait référence.

Cela étant, il convient de rappeler que le bureau national du Cnapest, par la voix de Yacine Hamraoui, a réagi à ces plaintes déposées par la DE en les qualifiant de pure provocation. En effet, notre interlocuteur affirme avoir eu des assurances de la part des responsables du ministère de l'Education quant à la prise en charge de tous les problèmes et autres scandales révélés par le Cnapest, depuis celui du bac jusqu'aux différents examens dont les résultats ne sont toujours pas rendus publics, car entachés d'irrégularités, en passant par les emplois fictifs, dont une liste nominative a été rendue publique par le

Cnapest. Les responsables du ministère, qui ont rencontré les représentants du Cnapest du bureau national ainsi que ceux de Bouira à leur tête Messaoudi Zoubir, ont été informés dans le détail de tous ces scandales et ont eu accès à tous les documents afférents. A la fin de cette entrevue qui a eu lieu au début du mois de janvier, ces responsables du ministère de tutelle ont promis aux représentants du Cnapest de sévir, dans un délai n'excédant pas quinze jours, contre les responsables au niveau de la direction de l'éducation de la wilaya de Bouira qui seraient impliqués dans ces scandales. Aussi, les représentants du Cnapest rappellent que la tension a atteint son paroxysme chez les enseignants affiliés à ce syndicat au niveau de la wilaya de Bouira, et que si des actions n'ont pas été entreprises, c'est parce qu'ils ont reçu des engagements de leur tutelle quant à la prise en charge des problèmes qui minent la DE de Bouira.

Y. Y.

## EXTRACTION ILLÉGALE DE SABLE À TIZI-OUZOU

# Opération coup-de-poing de la gendarmerie de Takhoukht

*Une opération musclée a été menée la semaine dernière par les brigades de la Gendarmerie nationale de Tizi-Ouzou au niveau de l'Oued de Takhoukht.*

Cette opération a eu lieu à quelques encablures du pont du même lieu où les pillleurs de sable s'adonnent à une extraction effrénée, par pelleteuses et autres engins, d'importantes quantités de ce matériau en violation de la réglementation en vigueur et en faisant fi des atteintes à l'environnement, à la nappe phréatique et surtout menaçant la RN 30 de coupures à plusieurs endroits à cause des affaissements de terrain tout au long des berges de cette rivière.

Tout a commencé par un incident qui est survenu sur le «chantier» lorsqu'un employé des services de l'hydraulique de Tizi-Ouzou a essayé d'interpeller ces pillleurs sur les méfaits de leur

activité illégale. Ces derniers, au lieu d'entendre raison, l'ont carrément «envoyé balader» et l'un d'eux est allé même jusqu'à lui jeter une poignée de sable à la figure. C'était le geste de trop qui a poussé le fonctionnaire de l'hydraulique à saisir la Gendarmerie nationale qui, immédiatement, a fait une descente pour surprendre, en flagrant délit, tous ceux qui se trouvaient sur les lieux, les pillleurs et leurs clients.

Un témoin, entrepreneur de son état, «victime», a-t-il dit, de ce coup de force des services de sécurité, nous a rapporté que les gendarmes ont embarqué tout le monde menottes aux poignets et que lui a été relâché seulement

parce qu'il a laissé son camion stationné sur les abords de la RN30, justifiant sa présence sur les lieux par «la recherche d'un engin à louer pour des travaux de chantier», a-t-il expliqué.

Il faut dire que cette opération intervient au moment où des voix ne cessent de s'élever sur le pillage à grande échelle du sable au niveau de l'Oued de Takhoukht où, à plusieurs endroits, des pistes de passage sont ouvertes à partir de la RN30, et plusieurs accidents enregistrés sur cette route ont été causés par les sorties «sans précaution» des engins et des camions chargés de sable.

Cependant, mettre un terme, même par la répression, aux agressions que subit l'Oued de Takhoukht et toutes les autres rivières où a lieu l'extraction illégale du sable est une bonne chose, mais cela restera toujours

insuffisant si des solutions pour l'approvisionnement en sable ne sont pas trouvées, comme la relance des activités des carrières qui, au lieu de faire dans l'extraction et la vente de la pierre à l'état brut, doivent aussi mettre les équipements nécessaires pour la transformation, le concassage et la production du sable de construction avec ses différents modèles.Rappelons qu'avant cette descente des services de sécurité sur les lieux mêmes où se fait le pillage du sable de rivière, plusieurs transporteurs de sable ont été interceptés durant le mois de janvier dernier au niveau des différents points de contrôle dressés par la Gendarmerie nationale. Leur «marchandise» a été saisie et certains transporteurs, les récidivistes notamment, ont vu leurs camions mis en fourrière.

Sadek Aït Salem

## CONCOURS DES CANDIDATS AU POSTE D'ADMINISTRATEUR AU TRÉSOR À ORAN

# Des candidats victimes d'une spéculation administrative

Depuis plus de trois mois qu'a eu lieu le concours, organisé par le Trésor d'Oran pour le recrutement de 35 administrateurs, les résultats tardent toujours à être annoncés. Le sort des 1 149 candidats ayant participé aux épreuves de ce concours, qui se sont déroulées à Bel-Abbès, ne semble pas inquiéter les responsables concernés. Les responsables du département de droit relevant de l'université de Djillali-Liabès (Sidi-Bel-Abbès) «refusent toujours d'afficher les résultats, selon une source bien informée. Ces derniers réclament le règlement des frais de correction avant l'attribution des résultats», même si cela, nous précise-t-on, est en contradiction avec la convention signée auparavant. Organisé les 15 et 16 novembre dernier, le concours établi sur épreuves écrites à la faculté de droit de l'université de Bel-Abbès, pour la désignation de 35 administrateurs au Trésor d'Oran devait dévoiler sa liste le début du mois de janvier. Ce concours devrait, comme prévu, retenir parmi les 1 149 postulants 35 personnes pour les postes sus cités. L'organisation de cette épreuve, qui a été confiée à la faculté de droit, conformément à l'ordonnance ministérielle n°32 datée du 2 août 2008, relative aux modalités de l'organisation des concours, semble soulever un grand conflit administratif.

Cette nouvelle procédure, comme il nous a été précisé, est à l'origine du retard de dévoilement des résultats. Un retard qui inquiète les 1 149 candidats universitaires qui ont pris la peine de se déplacer depuis Oran jusqu'à la ville Bel-Abbès, pour se retrouver, trois mois après, toujours dans le suspense. Patientant stoïquement dans le silence, ces personnes se trouvent prises en otages, «victimes» d'une spéculation administrative.

Pour sa part, le département chargé de la correction réclame la somme de 2 298 000 DA, soit 2 000 DA par personne, dont 300 sont versés par les candidats. Ces derniers mettent en doute les garanties données par la direction régionale du Trésor, concernant le règlement des frais de la correction. Pour rappel, le concours a regroupé pour cette année de 2008, des licenciés en droit, en psychologie et sociologie option travail, en sciences économiques et sciences commerciales. Au cours des inscriptions, ils étaient 2 372 personnes à déposer leur candidature, dont 1 149 ont passé les épreuves. Les 15 et 16 novembre dernier, près de 13 000 candidats avaient envahi les centres d'examen à Bel-Abbès, venus de plus de 13 wilayas, ce qui a engendré une énorme anarchie, comme le témoignaient les participants. Selon notre source, les responsables du département de la formation, relevant de la direction régionale du Trésor d'Oran, ont tenté, à plusieurs reprises, de négocier une solution raisonnable mais leurs efforts n'ont toujours pas abouti. La dernière tentative date, nous dit-on, du 11 janvier 2009. En attendant, les candidats prennent leur mal en patience, en espérant que leur calvaire prenne enfin fin.

Ben Aziz

## AFFAIRE DE SAISIE DE 166 KG DE KIF À ES-SEDIKIA

# 15 ans de prison ferme pour les principaux mis en cause

Le juge du tribunal du pôle judiciaire spécialisé d'Oran a prononcé hier le verdict dans l'affaire de saisie de 166 kg de kif dans l'enceinte d'une villa à Es-Sedikia (localité de Bir-El-Djir) effectuée au mois d'avril de l'année écoulée. On saura que B. Lahcen, l'un des accusés, avait été condamné à une peine de 5 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de dinars, avec ordre également de saisie de ses biens. Pour rappel, lors du procès, le procureur général avait requis à son encontre une peine de 6 ans de prison ferme, une amende de 6 millions de dinars et la saisie de ses biens mobiliers et immobiliers.

La même juridiction a condamné L. Mohamed et B. Sif-Eddine à 12 ans de prison ferme, alors que L. Tahar, B. Abdelkrim et C. Fethi ont écopé de 15 ans de réclusion, trois principaux accusés contre lesquels le procureur avait requis la peine de 20 ans de prison ferme en plus d'une amende de 5 millions de dinars.

Concernant les trois fugitifs, le tribunal a prononcé une peine de 20 ans de prison par contumace à leur encontre, ordonnant en outre la saisie de leurs biens et une amende de 50 millions de dinars.

B. A.